

Le discours de la Confédération Paysanne BFC énoncé lors de la conférence sur les loups le 8 novembre 2017 à Pouilly en Auxois :

Éleveurs réunis autour du projet d'agriculture paysanne porté par notre syndicat, nous avons souhaité initier ensemble un travail constructif sur la protection de nos troupeaux face au retour annoncé des loups dans notre région Bourgogne-Franche-Comté. Cette perspective nous inquiète légitimement au regard des expériences de cohabitation indiscutablement très tendues là où ils sont revenus, notamment dans le massif alpin mais aussi plus récemment dans les Vosges et les Causses.

Cette perspective probable remet en cause au mieux nos pratiques, au pire la viabilité de nos projets. Les moyens de protection proposés compliquent considérablement nos pratiques et la gestion des troupeaux, jusqu'à parfois détourner le sens profond de nos projets. Avec l'intégration de chiens de protection et d'autant plus sur des territoires anthropisés comme les nôtres, ils nous exposent directement à des litiges et des risques d'accidents avec des tiers. À une époque où tous les budgets publics sont rognés, le budget loups explose à mesure que l'espèce s'étend. Surtout, au regard de toutes ces contraintes, les expériences voisines montrent quotidiennement leurs limites d'efficacité dans beaucoup d'élevages et trop de collègues abandonnent de dépit en ce moment leurs estives, leurs montagnes et leurs fermes.

L'exaspération des éleveurs est forte, les enjeux sont majeurs aux échelles de nos vies car nous nous sommes tous beaucoup engagés dans nos projets respectifs. Liés à l'agriculture paysanne, nous répondons à beaucoup d'attentes de notre société, même si bien sûr tous les élevages ne se valent pas :

- nous sommes producteurs de produits carnés et laitiers de qualité, singuliers et parties prenantes du patrimoine gastronomique français si renommé. Nos animaux pâturent, sous des formes souvent extensives voire pastorales. Beaucoup d'entre nous pratiquons en agriculture biologique ou encore vendons nos produits directement aux consommateurs participant ainsi à la relocalisation de l'alimentation ;
- nous participons à la conservation et à la restauration de paysages, d'habitats naturels et de faune et flore patrimoniaux, au travers de Mesures Agro-Environnementales dans le cadre de divers programmes nationaux ou européens tels Natura 2000 ou dans le cadre de Parcs Naturels Régionaux ou de Réserves Naturelles. Nous œuvrons aussi parfois au travers de conventions de gestion ou simplement naturellement dans nos activités quotidiennes ;
- nous entretenons une culture paysanne précieuse, au travers de savoir-faires traditionnels ou de races domestiques parfois menacées telles des semences paysannes;
- nos fermes sont parfois des formes individuelles de résistance, issues de projets militants personnels ou collectifs, qui nous font rejoindre la société civile durablement dans des combats primordiaux contre les OGM, contre les accords de libre échange comme le TAFTA et le CETA, contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, contre la ferme des 1000 vaches et maintenant tout près d'ici des 4000 veaux, contre le renouvellement durable du glyphosate etc etc, bref nous défendons avec beaucoup d'entre vous une agriculture paysanne cohérente et une certaine vision de société agroécologique.

Le retour des loups pourrait tout remettre en cause. Nous ne demandons pas leurs éradications mais que nous puissions être réellement pris en compte et davantage que comme de simples chiffres ou variables d'ajustement par une implacable et froide machinerie technocrato-administrative. Nous sommes des humains qui demandons de la reconnaissance et du respect

par rapport à nos choix de vie et ce que nous représentons. Nous voulons pouvoir défendre nos bêtes et notre travail dans des conditions acceptables.

Notre groupe n'est pas dogmatique. Nous sommes prêts à discuter avec tout le monde et dans une démarche constructive. Puisqu'il ne semble être plus qu'une question de temps que les loups reviennent par chez nous, le temps presse et nous souhaitons que les moyens de protection proposés par les pouvoirs publics puissent être accordés aux éleveurs volontaires partout et dès que possible pour prévenir et limiter la casse sachant que ces évolutions ne se feront pas d'un claquement de doigts mais plutôt en 1 à 2 années. Ces moyens de protection doivent être proposés à la charge des pouvoirs publics qui doivent assumer ce choix de société impactant pour nous, en complément d'une gestion des populations et des individus appropriée, rapide et efficace qui nous protège de situations localement insupportables, d'impasses et de l'anéantissement de nos élevages herbagers paysans car il s'agit bien de cela. Tout en étant d'ors et déjà conscients que ces moyens de protection seront difficilement applicables dans des configurations réalistes pour beaucoup d'élevages de la région typiques des plaines et petites montagnes : gestion des animaux en nombreux allotements, foncier souvent très éclaté, parcages et absence de garde, présence humaine très forte partout et donc multiples risques de confrontations et d'accidents avec les chiens de protection. Tout reste possible, mais à quel prix ?

Le retour des loups est un choix de société. En 2016, 10 000 bêtes ont été tuées par les loups en France selon le ministère de l'environnement. Certes les loups ne sont pas à l'origine de tous les maux de l'élevage. Mais il faudra bien trouver des solutions acceptables et efficaces face à cette menace au risque de voire les paysans disparaître avec leurs troupeaux herbagers et avec eux tous leurs bénéfiques, au profit de l'agriculture hors-sol et industrielle qui n'en demande pas tant...